

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
En charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille le 7 mai 2010

## Avis de l'Autorité Environnementale

**Objet :** avis de l'Autorité Environnementale concernant la demande déposée par la société HARIBO en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité de production d'une usine de fabrication de bonbons à Marseille 14<sup>e</sup> arrondissement, après modification des installations déjà autorisées.

**Référence :** Transmission préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2009 et du 6 mai 2010  
(M.BARTOLINI)

### 1 Présentation du dossier :

- A) **Consistance du projet :** demande d'autorisation pour augmenter la capacité de production d'une usine de fabrication de bonbons située sur la commune de Marseille.
- B) **Objectif :** régularisation administrative d'installations existantes modifiées.
- C) **Localisation :** Commune de Marseille, 14<sup>ème</sup> arrondissement. 67, boulevard du capitaine Gèze.  
Zone industrielle de la Delorme, quartier des Arnavaux. Parcelle cadastrale 4, 5, 38, 55 section OK.
- D) **Historique :** Après avoir racheté la réglisserie de Lorette en 1968, la société Haribo a transféré son siège social et son activité au 67 Boulevard du Capitaine Gèze à Marseille . Le 3 juillet 1998, Haribo a été autorisé par l'arrêté n°98-178/62-1998-A à exploiter son activité de fabrication de bonbons au titre des rubriques 2220-1 et 2221-1 de la nomenclature des ICPE.

Après que l'inspection des installations classées ait constaté que la société Haribo avait réalisé des modifications notables de ses installations, elle a été mis en demeure, le 20 août 2009, de régulariser sa situation administrative en déposant un nouveau dossier de demande d'autorisation.

## 2 Cadre juridique

Compte tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, celui-ci est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L 122-1 et R 122-1-1 du code de l'environnement.

**L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être mis à la connaissance du public.**

Selon l'article R122-13 du Code de l'environnement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, donne son avis sur le dossier d'étude d'impact dans les deux mois suivant cette réception. Selon l'article R122-1-1 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente pour le projet est le préfet de Région ; pour préparer son avis, le préfet de région s'appuie sur les services de la DREAL.

Comme prescrit à l'article L 122-18 et R 512-3 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage ( ou le porteur ) du projet a produit une étude d'impact et une étude de danger qui ont été transmises à l'autorité environnementale. Il comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R512-2 à R512-10.

Le dossier a été déclaré recevable et soumis à l'avis de l'autorité environnementale le 15 avril 2010

Le présent avis, transmis au pétitionnaire, est inséré dans le dossier d'enquête publique.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE	Volume de l'activité	Régime
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc. ) à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes La quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/j	2220	94 t/j	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. : à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie	2221	10 t/j	A

La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j			
Installations de Réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa (Comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500kW)	2920-2	Puissance totale absorbée : 1170 kW	A
Installation de combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est	2910.A.2	2 chaudières de puissance totale installée de 5392 kW	D
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à $100 \text{ m}^3$ , mais inférieur à $1000 \text{ m}^3$	2662	Volume susceptible d'être stocké : $315 \text{ m}^3$	D
Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	2925	Puissance maximale : 77,46 kW	D
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés à l'exclusion des établissements recevant du public. Le volume stocké étant supérieur à $1\,000 \text{ m}^3$ mais inférieur à $20\,000 \text{ m}^3$	1530	Volume total stocké : $1703 \text{ m}^3$	D

A autorisation

D déclaration

### 3 Les enjeux identifiés par l'autorité environnementale

L'activité est située en pleine agglomération de Marseille dans une zone d'activité mais :

- rejette des effluents, l'enjeu est leur traitement avant leur rejet dans le milieu naturels,
- est à l'origine de sources de bruits conséquentes,
- produit des déchets,
- engendre un flux de transports,
- présente des potentiels de risques liés au stockages sur le site de produits dangereux ou polluants.

## **4 Qualité du dossier de demande d'autorisation**

Les articles R512-3 à R512-6 définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation, l'article R-512-8 définit le contenu de l'étude d'impact et l'article R512-9 celui de l'étude de dangers.

L'étude d'impact comprend les six chapitres exigés par le code de l'environnement, et couvre l'ensemble des thèmes requis.

### **4-1 – Etat initial et identification des enjeux environnementaux sur le territoire par le porteur de projet**

#### **➤Etat initial**

Les installations industrielles concernées sont implantées à l'intérieur de l'agglomération de Marseille, au sein d'une zone d'activité ancienne et à proximité de l'autoroute A7.

Par rapport aux enjeux présentés dans la partie 3, le dossier a correctement analysé l'état initial et ses évolutions et de manière proportionnelle.

### **4.2- Analyse des effets du projet sur l'environnement**

#### **➤Phases du projet :**

L'étude prend en compte tous les aspects du projet :

- la période d'exploitation,
- la période après exploitation (remise en état et usage futur du site).

S'agissant d'une installation existante, la phase travaux n'a pas à être analysée.

#### **➤Analyse des impacts :**

Par rapport aux enjeux identifiés, le dossier présente une analyse correcte des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales. Les impacts sont bien identifiés et bien traités. Il prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'activité sur l'environnement.

#### **➤Qualité de la conclusion :**

L'étude conclut, de manière justifiée, à une absence d'impact notable sur les différentes composantes de l'environnement.

### **4.3- Justification de la demande**

Les justifications ont bien pris en compte les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national à savoir : meilleures technologies disponibles, réduction du risque à la source, changement climatique, biodiversité, paysages, ressources (énergie, eau, matériaux), santé publique....

### **4.4- Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser.**

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière précise les mesures pour supprimer, réduire et compenser les incidences de l'activité. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement et les effets potentiels du projet.

#### **4.5- Maîtrise des risques accidentels**

##### **Identification et caractérisation des potentiels de dangers**

Les potentiels de dangers des installations sont identifiés et caractérisés mais leur exhaustivité devra être vérifiée avant la fin de l'enquête publique. Les modifications éventuelles seront prises en compte au cours de la procédure d'instruction.

##### **Réduction des potentiels de dangers**

L'exploitant a motivé les choix techniques et économiques conduisant à poursuivre la mise en œuvre de substances dangereuses et de procédés présentant des risques, mais la justification de ces choix devra être confirmée.

##### **Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers**

L'étude de dangers permet une appréhension correcte de la vulnérabilité du territoire concerné par les installations mais il apparaît nécessaire d'apporter des précisions sur certains enjeux à savoir :

- la proximité de bâtiments (habitations et activités économiques) susceptibles d'être touchés par les zones d'effet ATEX et en cas d'incendie par les zones d'effets thermiques,
- la protection des sols et des eaux souterraines face à une éventuelle pollution accidentelle.

##### **Accidents et incidents survenus, accidentologie**

Les événements pertinents relatifs à la sûreté de fonctionnement survenus sur le site et sur d'autres sites mettant en œuvre des installations, des substances et des procédés comparables ont été recensés mais leur exhaustivité est à vérifier.

##### **Evaluation préliminaire des risques**

L'exploitant a fourni une synthèse de l'évaluation préliminaire des risques qu'il a menée.

##### **Etude détaillée de réduction des risques**

Une démarche itérative de réduction des risques à la source a été menée à bien.

**Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en terme de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant en compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection**

L'étude de dangers prend en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées, mais le classement, en cinétique, en intensité, en gravité et en probabilité de certains phénomènes est à justifier.

## **Conclusion de l'étude de dangers**

L'étude des dangers a été menée de façon satisfaisante mais montre des accidents entraînant des conséquences significatives pour les populations voisines qu'il faudra justifier ou réduire.

Par ailleurs la mise en œuvre des mesures compensatoires envisagées pour la réduction des niveaux de gravité des phénomènes dangereux doivent être développée.

### **4.6- Conditions de remise en état et usage futur du site**

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, la remise en état et la proposition d'usages futurs, ainsi que les conditions de réalisation proposée sont présentés de manière claire et détaillée.

### **4.7- Résumés non technique**

Les résumés non techniques abordent tous les éléments du dossier. Ils sont lisibles et clairs.

### **4.8- Analyse de méthodes**

L'étude d'impact présente une analyse correcte des méthodes utilisées pour analyser les effets du projet sur l'environnement.

### **4.9 - Prise en compte de l'environnement par le dossier d'autorisation**

Le projet prend en compte les enjeux environnementaux identifiés au point 3. Les conclusions du dossier reprennent les conclusions de l'analyse des impacts sur l'environnement du site. L'étude d'impact prévoit un dispositif de suivi. Le dispositif de suivi retenu mérite d'être davantage précisé dans ses modalités concrètes d'application.

## **5. Conclusion de l'avis de l'autorité environnementale**

**5.1 avis sur le caractère complet de l'étude d'impact, la qualité et le caractère approprié des informations qu'elle contient.**

D'une manière générale, l'étude d'impact est claire, concise. Elle est complète et comporte toutes les rubriques exigées par le code de l'environnement. Les enjeux sont limités. Elle est proportionnée aux enjeux.

**5.2 avis sur la manière dont le projet prend en compte l'environnement**

Le projet a bien identifié et pris en compte les enjeux environnementaux qui restent faibles au vu de l'implantation du site. La conception du projet et les mesures prises pour supprimer ou réduire les impacts sont appropriées au contexte et aux enjeux. La mise en œuvre des mesures compensatoires méritera d'être approfondie au cours de la phase d'instruction. Les conclusions du dossier reprennent les conclusions de l'analyse des impacts sur l'environnement du projet.

L'étude d'impact prévoit un dispositif de suivi. Celui-ci mérite d'être davantage précisé dans ses modalités concrètes d'application.

L'enquête publique peut conduire à l'émergence d'enjeux ou faits nouveaux par rapport à cet avis basé sur les documents fournis par le pétitionnaire et les documents de planification connus à cette date. Il conviendra dans ce cas que les prescriptions proposées par l'inspection des installations classées prennent en compte ces nouveaux éléments.

Le présent avis est adressé à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône en vue d'être joint au dossier mis à l'enquête publique.

Pour le Préfet de région PACA et par délégation,

pour le directeur de l'environnement de l'aménagement et  
du logement et par délégation

Le chef de l'Unité Territoriale des Bouches du Rhône

Le Chef de Mission,

**GILBERT SANDON**

Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Minas